

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Managua: le Comité pour l'exercice des droits du peuple palestinien mobilise la diaspora d'Amérique centrale

MANAGUA, Nicaragua, 4 février -- « Jeter des ponts avec la diaspora palestinienne en Amérique centrale », c'est le thème de la réunion que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a tenue à Managua, au Nicaragua, le 4 février dernier, espérant que cette année soit celle de l'espoir de mettre fin aux 50 ans d'occupation.

Si la diaspora palestinienne compte quelque 7 millions d'âmes dans le monde, pour l'Amérique centrale, c'est le Honduras qui détient le record avec 150 à 200 000 personnes, a expliqué M. Sergio Iván Moya Mena, professeur à l'Université nationale du Costa Rica, où « l'idée que Dieu est un agent immobilier et la Bible, un titre de propriété, a prévalu pendant des décennies ». Au fil des ans, la diaspora palestinienne en Amérique centrale est devenue un cas « unique » de succès économique dont les membres, a conseillé le professeur, doivent confisquer à Israël son espace diplomatique.

Quatorze délégations de la diaspora d'Amérique latine viennent d'ailleurs de se réunir à Santiago du Chili pour resserrer leurs liens et promouvoir les droits des Palestiniens, s'est félicité le Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. M. Dian Triansyah Djani a espéré que les débats de Managua nourriraient les préparatifs de la Convention de la diaspora prévue plus tard cette année, se réjouissant qu'un nouveau partenariat se noue entre le Comité et cette diaspora, fondé sur le désir partagé de voir l'émergence d'un État de Palestine véritablement indépendant et véritablement souverain.

L'année 2017, a-t-il estimé, sera une année d'espoir après l'adoption unanime de la résolution 2234 (2016) du Conseil de sécurité réaffirmant la solution des deux États et la Conférence de Paris du 15 janvier pour la paix au Moyen-Orient.

Que les membres de la diaspora fassent pression sur les pays dans lesquels ils vivent pour mobiliser un appui à la cause palestinienne, a lancé l'Observateur permanent de l'État de Palestine, M. Riyadh Mansour. « C'est votre devoir de faire tout ce que vous pouvez pour égaler voire dépasser les efforts des communautés juives. » « N'oubliez jamais d'où vous venez », a-t-il insisté.

Fils d'un immigré palestinien, l'ancien Premier Ministre du Belize, M. Said Musa, a exhorté les gouvernements d'Amérique centrale à recourir à tous les moyens « pour faire éclater la vérité » sur le sort des Palestiniens. Il a appuyé l'idée que l'Assemblée générale de l'ONU proclame une journée internationale en souvenir de l'occupation de la Palestine et celle de créer une commission vérité et réconciliation pour que les Israéliens reconnaissent leurs

crimes. L'expérience des guerres civiles et des soulèvements sociaux en Amérique centrale nous a appris qu'il n'y a pas de paix durable sans justice, s'est expliqué l'ancien Premier Ministre.

« Cinquante ans d'occupation, c'est 50 ans de trop », s'est impatienté le Vice-Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Il a annoncé que les prochains rendez-vous de son Comité sont le Mexique, un peu plus tard dans l'année, et l'Asie centrale où se tiendra la Conférence sur Jérusalem organisée conjointement avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

La réunion de Managua a pris la forme de deux tables rondes sur l'impact de 50 ans d'occupation sur la vie des Palestiniens et les ponts avec la diaspora palestinienne en Amérique centrale. Les participants ont suggéré, par exemple, de créer une chambre palestinienne de commerce. Hôte de la réunion, le Ministre des affaires étrangères du Nicaragua, M. Denis Rolando Moncada Colindres, a attiré l'attention sur le mémorandum d'accord que son pays a signé avec l'État de Palestine pour explorer des mesures mutuellement avantageuses dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Que les membres de la diaspora palestinienne viennent en Palestine. Qu'ils viennent investir, a aussi lancé l'Observateur permanent de l'État de Palestine, appuyé par son homologue de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), M. Agshin Mehdiyev.

* *** *

PALESTINIAN ISSUES

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.